
**L'économie allemande
en sortie de crise
Une surprenante résilience**

Rémi Lallement

Décembre 2010

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Cette *Note du Cerfa* est publiée dans le cadre du « Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch **Stiftung**

Directeurs de collection : Louis-Marie Clouet, Hans Stark

ISBN : 978-2-86592-805-7
© Ifri – 2010 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Rémi Lallement, docteur en sciences économiques, est chargé de mission au département des Affaires économiques et financières du Centre d'analyse stratégique (CAS), principalement en matière d'économie de l'innovation et d'économie internationale.

Précédemment, au Commissariat général du Plan (CGP), il a été auteur ou coauteur de rapports sur la propriété intellectuelle, l'économie du savoir et la compétitivité internationale. Il avait travaillé avant cela à l'Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH) et au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC).

Résumé

À peine un an après la crise la plus sévère qu'elle ait traversée depuis plus d'un demi-siècle, l'économie allemande se rétablit avec une rapidité surprenante, au point d'être considérée actuellement comme jouant un rôle de « locomotive conjoncturelle » au sein de l'Union européenne (UE) et du G7, et démentant ainsi la plupart des prévisions. Au-delà de ce spectaculaire rétablissement, les sources de la croissance allemande sont en train de se réorienter vers la demande intérieure, sans pour autant se détourner de la demande mondiale.

L'analyse montre la forte capacité de résilience de ce « modèle » socio-économique, même si elle fait aussi ressortir d'importants facteurs de fragilité apparus dernièrement dans le système bancaire de ce pays. Les performances de l'Allemagne en termes de compétitivité internationale renvoient à la fois à sa capacité à maîtriser les coûts de production et au vaste effort d'innovation et de rationalisation de l'outil de production qui a été consenti pendant la période précédente. Les pouvoirs publics et les partenaires sociaux ont su gérer la sévère récession de 2008-2009.

En particulier, les entreprises les plus touchées par la crise ont en général pu réagir en réduisant non pas le nombre de leurs salariés mais le temps de travail de ces derniers. Le vaste phénomène de rétention de main-d'œuvre qui s'est ainsi produit dans l'industrie allemande en 2009, dans un contexte de forte baisse des carnets de commande et de la production, s'explique par l'importance cruciale et la rareté relative de la main-d'œuvre qualifiée. Cela conduit cependant aussi à mettre l'accent sur le talon d'Achille de ce pays : une démographie déclinante, qui risque de brider très fortement le potentiel de croissance économique à long terme.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| UNE SORTIE DE CRISE PLUS RAPIDE QUE PREVU | 6 |
| UNE DIVERSIFICATION ACCRUE DES MOTEURS DE LA CROISSANCE..... | 8 |
| Un plus grand équilibre entre la demande intérieure et le commerce extérieur..... | 8 |
| La fin annoncée de la période de grande modération salariale | 10 |
| UN APPAREIL PRODUCTIF ALLEMAND REVIGORE ET CREATEUR D'EMPLOI | 12 |
| Des performantes à nouveau brillantes en termes de compétitivité et de rentabilité..... | 12 |
| Une embellie sur le marché de l'emploi..... | 13 |
| Un vaste phénomène de rétention de main-d'œuvre | 16 |
| UNE POLITIQUE ECONOMIQUE EFFICACE..... | 17 |
| Quels mérites respectifs pour le gouvernement fédéral actuel et ses prédécesseurs ? | 17 |
| Politique budgétaire : la perspective crédible d'une remise en ordre assez rapide | 19 |
| LA PERSISTANCE DE QUELQUES ZONES D'OMBRE | 20 |
| L'incertitude de l'évolution de l'environnement international | 20 |
| Des banques relativement sous-capitalisées et exposées à la dette souveraine | 20 |
| Des problèmes persistants sur le marché de l'emploi ou en matière démographique..... | 21 |
| CONCLUSION..... | 23 |

Introduction

À peine un an après la crise la plus sévère qu'elle ait traversée depuis plus d'un demi-siècle, l'économie allemande se rétablit avec une rapidité surprenante, au point d'être considérée actuellement comme jouant un rôle de « locomotive conjoncturelle » au sein de l'Union européenne (UE) et du G7. Il est prévu qu'en termes réels, le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne retrouve son niveau d'avant la crise dès 2011, année où le sous-emploi retomberait à son plus bas niveau depuis l'unification, il y a 20 ans. « La crise ? quelle crise ? », est-on presque tenté de demander, tant les principaux indicateurs conjoncturels sont à nouveau orientés favorablement et tant la confiance semble retrouvée du côté des entreprises comme des ménages.

Pourtant, la réaction de l'économie allemande à la crise et le redémarrage qui a suivi ont déjoué la plupart des prévisions. Ainsi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait annoncé en juin 2009 que le taux moyen de chômage¹ passerait en Allemagne de 7,3 % en 2008 à 11,6 % en 2010, soit davantage qu'en 2005, année où le nombre de chômeurs avait culminé à près de 5 millions. Or ce taux ne devrait finalement avoir été que de 6,9 %, selon les chiffres publiés par la même source 18 mois plus tard, en novembre 2010. De même, et alors que le rapport commun des instituts économiques paru au printemps 2010 annonçait un taux de croissance réelle du PIB de 1,5 % en 2010, le rapport des mêmes instituts paru à l'automne 2010 avançait désormais le chiffre de 3,5 %, reconnaissant qu'une telle erreur de prévision de deux points de pourcentage en l'espace d'un semestre était sans précédent depuis deux décennies².

Le présent article se propose d'expliquer ce spectaculaire rétablissement de l'économie allemande. Au-delà, il s'agit aussi d'en

L'auteur s'exprime ici en son nom personnel.

¹ Il s'agit ici du taux de chômage harmonisé, au sens du Bureau international du travail (BIT). Cf. OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, juin 2009, édition 2009/1, n° 85, p. 90.

² Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, *Deutschland im Aufschwung – Wirtschaftspolitik vor wichtigen Entscheidungen – Gemeinschaftsdiagnose Herbst 2010*, rapport commun commandité par le ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie, Munich, achevé le 12 octobre 2010.

tirer quelques enseignements pour mieux comprendre les sources de la croissance allemande, qui sont en train de se réorienter vers la demande intérieure sans pour autant se détourner de la demande mondiale. Ce point est d'importance car – notamment en France – il a souvent été reproché aux divers responsables de la politique économique allemande de promouvoir un régime de croissance jugé non soutenable dans la durée et « non coopératif » vis-à-vis des principaux autres partenaires commerciaux au sein de l'UE³.

Or l'analyse montre au contraire la forte capacité de résilience de ce « modèle » socio-économique, même si elle fait aussi ressortir d'importants facteurs de fragilité apparus dernièrement dans le système bancaire de ce pays. Elle l'explique en partie par les performances de l'Allemagne en termes de compétitivité internationale, qui renvoient à la fois à sa capacité à maîtriser les coûts de production et au vaste effort d'innovation et de rationalisation de l'outil de production qui a été consenti pendant la période précédente. Elle souligne aussi la manière dont tant les pouvoirs publics que les partenaires sociaux ont su gérer la sévère récession de 2008-2009. Il apparaît en particulier qu'en Allemagne, contrairement à ce qui s'est passé dans de nombreux pays comparables, les entreprises les plus touchées par la crise ont en général pu réagir en réduisant non pas le nombre de leurs salariés mais le temps de travail de ces derniers. Pour comprendre le vaste phénomène de rétention de main-d'œuvre qui s'est ainsi produit dans l'industrie allemande en 2009, dans un contexte de forte baisse des carnets de commande et de la production, il faut invoquer un facteur clé en Allemagne : l'importance cruciale et la rareté relative de la main-d'œuvre qualifiée. Cela conduit cependant aussi à mettre l'accent sur le talon d'Achille de ce pays : une démographie déclinante, qui risque de brider très fortement le potentiel de croissance économique à long terme.

³ Cf. R. Lallement, *Quel rééquilibrage pour les moteurs de la croissance allemande ?*, Paris, Centre d'analyse stratégique, mai 2010, « La note de veille », n° 176.

Une sortie de crise plus rapide que prévu

L'embellie conjoncturelle est telle que certains commentateurs ont parlé d'un nouveau « miracle économique ». Très forte en début d'année 2010, la croissance du PIB allemand a décéléré par la suite, mais une hausse moyenne de 3,5 % est prévue sur l'ensemble de 2010 et de 2,0 % en 2011 selon le rapport commun d'automne des instituts économiques⁴. La hausse serait même de respectivement 3,7 % et 2,2 % selon le dernier rapport annuel du Conseil des experts économiques⁵, qui conseille le gouvernement fédéral depuis sa création en 1963 (voir tableau 1). Ne fléchissant que progressivement, la croissance du PIB garderait selon l'OCDE un rythme assez soutenu en Allemagne (2,5 % en 2011 et 2,2 % en 2012), supérieur à celui de la moyenne de la zone euro (1,7 % en 2010 et en 2011, puis 2,0 % en 2012) et en particulier de la France (1,6 % en 2010 comme en 2011, 2,0 % en 2012).

Certes, la forte croissance actuelle est aussi le reflet de la profonde récession qui s'est traduite en 2009 par un recul du PIB de 4,7 %, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Après le plongeon de 2008-2009, le PIB réel de l'Allemagne n'a atteint au milieu de l'année 2010 que son niveau de l'hiver 2006-2007. Selon les prévisions actuelles, malgré tout, il devrait à la fin de 2011 avoir complètement retrouvé son niveau d'avant la crise⁶.

L'OCDE a pour sa part calculé que l'écart entre le PIB effectif et le PIB potentiel⁷, qui en Allemagne s'était fortement creusé au plus fort de la crise (- 5,2 %, par rapport au PIB potentiel, en 2009), devrait être très largement résorbé (- 1,2 %) en 2012, année où l'écart correspondant devrait demeurer plus considérable dans l'ensemble

⁴ Cf. Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, *op. cit.*

⁵ Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung (SVR), *Chancen für einen stabilen Aufschwung, Rapport annuel 2010-2011*, Wiesbaden, novembre 2010.

⁶ Cf. SVR, *op. cit.*

⁷ Pour une économie donnée, le PIB potentiel désigne le niveau de production le plus élevé qui puisse être obtenu dans la durée sans entraîner d'accélération de l'inflation. Les chiffres sont ici ceux des *Perspectives économiques de l'OCDE* parues en novembre 2010 (Paris, document 2010/2, n° 88).

de la zone euro (- 2,7 %) ou dans des pays tels que le Royaume-Uni (- 3,4 %) ou le Danemark (- 4,7 %). À cet horizon, la crise n'aura *in fine* infligé à l'Allemagne qu'une assez faible perte définitive de potentiel productif.

Tableau 1. Trois cadrages macroéconomiques pour l'Allemagne sur la période 2009-2012 (taux de variation annuelle en volume)

| | Résultat | Prévision des instituts | | Prévision des « Cinq sages » | | Prévision de l'OCDE | | |
|---|----------|-------------------------|------|------------------------------|------|---------------------|------|------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2010 | 2011 | 2012 |
| Consommation des ménages (1) | - 0,2 | 0,1 | 1,4 | 0,1 | 1,6 | - 0,1 | 1,3 | 1,6 |
| Consommation des administrations publiques | 2,9 | 2,8 | 1,2 | 3,0 | 1,0 | 2,6 | 0,7 | 0,6 |
| Consommation totale | 0,5 | 0,8 | 1,4 | 0,9 | 1,5 | . | . | . |
| Investissement en équipement | - 22,6 | 8,9 | 5,8 | 9,2 | 6,0 | 7,1 | 3,0 | 1,7 |
| Investissement en bâtiment | -1,5 | 3,7 | 1,5 | 4,2 | 1,8 | 3,3 | 2,5 | 0,8 |
| Autres sortes d'investissement | 5,6 | 5,9 | 5,2 | 6,7 | 6,5 | . | . | . |
| Demande intérieure | - 1,9 | 2,4 | 1,9 | 2,2 | 1,9 | 2,3 | 1,5 | 1,3 |
| Exportations (2) | - 14,3 | 15,3 | 7,1 | 15,5 | 6,7 | 15,2 | 9,0 | 5,6 |
| Importations (2) | - 9,4 | 14,0 | 7,4 | 13,3 | 6,8 | 13,6 | 7,4 | 4,1 |
| PIB | - 4,7 | 3,5 | 2,0 | 3,7 | 2,2 | 3,5 | 2,5 | 2,2 |

(1) : y compris les organismes privés sans but lucratif. (2) : échanges de biens et services. Sources : Rapport commun d'automne du collectif d'instituts économiques mandatés par le gouvernement fédéral (octobre 2010) ; rapport annuel du Conseil des experts économiques, les « Cinq sages » (novembre 2010) ; OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, novembre 2010, édition 2010/2, n° 88.

Une diversification accrue des moteurs de la croissance

Cette reprise économique récente a été dans un premier temps tirée par les exportations, conformément à la séquence conjoncturelle observée en général dans ce pays. Plus inhabituelle est la vigueur de ce redémarrage des exportations, qui va au-delà de toute attente. Alors que, fin 2009, les experts annonçaient pour 2010 une progression en volume de 5 % à 10 %, les exportations devraient en fin de compte avoir progressé de plus de 15 % cette année.

Au deuxième trimestre 2010, déjà, la progression des exportations allemandes était telle depuis environ un an qu'elles n'étaient plus que de 3,2 % en dessous de leur niveau d'avant la crise (premier trimestre 2008). Cette situation reflète pour une bonne part la capacité des entreprises allemandes à capter la demande de pays émergents tels que le Brésil ou la Russie. La reprise des exportations se révèle particulièrement marquée en direction des pays asiatiques, où les biens d'équipement allemands sont très demandés. Vers la seule Chine, les exportations allemandes se sont ainsi accrues d'un tiers⁸ au premier semestre 2010. Le fait est qu'en 2009, plus de 61 % des exportations allemandes de marchandises en direction de la Chine ont été composées de biens d'équipement, alors que la part correspondante n'a été que de moins de 38 % dans le cas des ventes⁹ vers l'UE-15.

Un plus grand équilibre entre la demande intérieure et le commerce extérieur

De façon classique pour l'Allemagne, l'impulsion provenant des exportations se transmet progressivement à la demande intérieure. Maintes fois réclamé dans différents pays étrangers – dont la France,

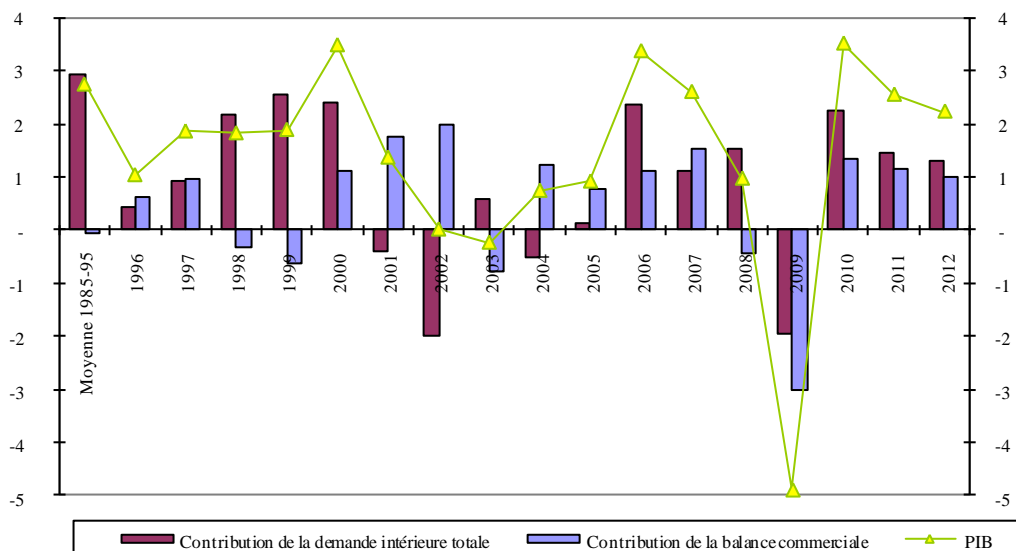
⁸ Cf. Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, *op. cit.*

⁹ Cf. O. Holtemöller *et alii*, *Konjunktur aktuell: Deutsche Wirtschaft lässt die Krise hinter sich*, Halle, IWH, 22 septembre 2010, « Wirtschaft im Wandel », n° 9, p. 400-431.

le Royaume-Uni et les États-Unis –, ainsi que par des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Commission européenne et l'OCDE¹⁰, le rééquilibrage des moteurs de la croissance allemande en direction de la demande intérieure est en train de se produire. Si le commerce extérieur devrait à nouveau contribuer positivement à la croissance économique de l'Allemagne sur la période 2010-2012, la contribution de la demande intérieure devrait être supérieure (graphique 1, ci-dessous).

À cet égard, un relatif consensus se dégage progressivement autour de l'idée – présentée notamment dans le dernier rapport annuel des « Cinq sages » – selon laquelle l'économie allemande ne retrouvera pas de sentier de croissance stable si elle ne repose pas sur deux piliers : celui du commerce extérieur mais aussi celui de la demande intérieure.

Graphique 1. Les contributions aux variations du PIB sur la période 1985-1995 puis de 1996 à 2012 (variation annuelle en %)



Sources : graphique de l'auteur d'après la base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE.

¹⁰ Au cours des années 2000-2008, le taux moyen de croissance de la demande intérieure en Allemagne a été inférieur de 1,8 point à celui de la France et de l'ensemble des pays de l'OCDE, ce qui a incité les entreprises allemandes à développer leurs ventes à l'étranger. Cf. R. Lallement, *Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation : entre succès et remise en cause*, Paris, Centre d'analyse stratégique, mai 2010, « document de travail ».

La fin annoncée de la période de grande modération salariale

Or, depuis quelque temps, il a été souvent reproché à l'Allemagne d'avoir pratiqué une sorte de *dumping* salarial ces dernières années, ce qui aurait expliqué une grande partie des succès allemands à l'exportation et, de la sorte, une bonne part des déséquilibres du commerce mondial. Le fait est que les coûts salariaux unitaires (c'est-à-dire par unité de production, compte tenu des gains de productivité) ont depuis le milieu des années 1990 moins progressé en Allemagne que dans la plupart des autres pays comparables. Cela étant, une analyse plus détaillée montre que si les salaires en Allemagne ont effectivement stagné, voire décliné dans les secteurs abrités de la concurrence internationale – du fait de l'extension notable des emplois faiblement rémunérés –, les salaires ont au contraire connu une augmentation relativement forte dans les secteurs exportateurs¹¹.

Tous secteurs confondus, en tout cas, l'économie allemande s'achemine vers des augmentations de salaire plus conséquentes, après des années d'extrême modération salariale. Le ministre fédéral de l'Économie, Rainer Brüderle, s'est lui-même prononcé début octobre 2010 en faveur de substantielles augmentations salariales, tout en rappelant que les partenaires sociaux sont souverains pour négocier les salaires. Selon lui, il convient de considérer comme un accord pilote l'accord signé fin septembre dans la sidérurgie du Nord-Ouest de l'Allemagne¹² (Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe et Brème), qui prévoit une hausse nominale de 3,6 % à partir d'octobre 2010 et pour une durée de 14 mois. La chancelière fédérale A. Merkel est elle-même allée dans ce sens, appelant de ses vœux des augmentations salariales rendues possibles par la forte reprise économique¹³. De son côté, le syndicat IG Metall juge révolu le temps où les accords de branche accordaient la priorité à l'emploi, estimant qu'il convient désormais de privilégier les revendications salariales. Il est vrai qu'IG Metall avait signé en février 2010 un accord ne prévoyant que le versement de deux primes de 160 euros en 2010 et une augmentation salariale de seulement 2,7 % d'avril 2011 à la fin mars 2012. L'accord signé fin septembre dans la sidérurgie est considéré comme le premier depuis que l'économie allemande est sortie de la phase la plus rude de la crise, ce qui le destine à faire école

¹¹ Cf. B. Rürup, « *Länderanalyse 2010: Deutschlands erstaunliches Comeback* », *Handelsblatt*, 6 septembre 2010.

¹² Cf. « *Wirtschaftsminister Brüderle will „kräftige Lohnerhöhungen“* », *Hamburger Abendsblatt*, 7 octobre 2010.

¹³ Cf. « *Auch Merkel plädiert für höhere Löhne* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8 octobre 2010.

pour d'autres négociations à venir¹⁴. La reprise de la demande intérieure en Allemagne devrait se produire en deux temps : une première phase – déjà entamée – correspond à l'amélioration du marché de l'emploi, et une seconde – imminente et découlant de la première – passera par des augmentations salariales plus fortes qu'au cours de la décennie écoulée¹⁵.

La reprise de la demande intérieure passe aussi par un redémarrage de l'investissement. Alors que, concernant l'investissement en équipement, le niveau global attendu à la fin de l'année 2011 devrait rester sensiblement inférieur aux niveaux atteints juste avant l'entrée dans la crise – en 2008 –, l'investissement en bâtiment a d'ores et déjà retrouvé à peu près son niveau d'avant la crise. Cet effort d'investissement est lui-même favorisé par des taux d'intérêt nominaux historiquement bas, à court comme à long terme. De ce point de vue, la politique monétaire suivie actuellement par la Banque centrale européenne (BCE) est très favorable au financement de l'économie allemande, permettant d'atténuer les restrictions de crédit apparues pendant la crise, dès lors que les banques allemandes peuvent se refinancer à moindres frais et, dans l'ensemble, tendent à améliorer leur taux de capitaux propres. Grâce à cet ensemble de facteurs, l'Allemagne devrait être, de tous les pays du G7, celui qui aura connu la croissance du PIB la plus forte¹⁶ en 2010.

Bien révolu est ainsi le temps, pourtant pas si lointain (le 7 décembre 2002), où le magazine britannique *The Economist* se gaussait de la situation économique de l'Allemagne, traitant ce pays d'« homme malade de l'Europe ». Le même journal l'a qualifié cette année (mars 2010) de « moteur de l'Europe »¹⁷. Selon le ministre fédéral des Finances Wolfgang Schäuble, le fait que l'économie allemande soit *de facto* devenue la « locomotive conjoncturelle » de l'Europe désamorce les critiques venues de l'extérieur, selon lesquelles la politique économique allemande aurait étouffé la conjoncture mondiale du fait d'une tendance excessive à l'épargne¹⁸. Cela dit, rien n'indique que les déséquilibres extérieurs allemands tendent à se résorber à brève échéance, bien au contraire. Selon les prévisions de l'OCDE, l'excédent de la balance des paiements courants devrait pour l'Allemagne équivaloir à 7 % du PIB en 2012, soit plus encore que pour la Chine (5,5 %)¹⁹. Le débat à ce sujet est donc loin d'être clos.

¹⁴ Cf. « Stahlarbeiter erhalten 3,6 Prozent mehr Lohn », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 septembre 2010.

¹⁵ Cf. SVR, *op. cit.*

¹⁶ Cf. Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose, *op. cit.*

¹⁷ Cf. B. Rürup, *op. cit.*

¹⁸ Cf. « Deutschland ist wieder „Wachstumslokomotive“ », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 septembre 2010.

¹⁹ Cf. OCDE, *op. cit.*

Un appareil productif allemand revigoré et créateur d'emploi

Des performantes à nouveau brillantes en termes de compétitivité et de rentabilité

L'Allemagne fait à nouveau preuve de performances remarquables sur le plan de la compétitivité internationale. Elle se situe ainsi au cinquième rang mondial (derrière la Suisse, la Suède, Singapour et les États-Unis mais assez nettement devant la France, au 15^e rang) dans le dernier palmarès annuel (2010-2011) de compétitivité qu'a établi le World Economic Forum (l'organisateur du fameux sommet mondial de Davos), à partir de plus de 110 facteurs et en comparant au total 139 pays. Elle a ainsi gagné deux places par rapport au classement de l'année précédente. Ce classement fait en outre ressortir certains points forts de l'économie allemande, dont non seulement d'excellentes infrastructures – surtout pour les transports, les télécommunications et l'électricité (au deuxième rang mondial) –, mais aussi un marché de grande taille (cinquième rang), ainsi qu'une pratique des affaires sophistiquée (troisième rang) et une forte capacité d'innovation (huitième rang)²⁰.

Cela conduit à souligner que, dans la durée, les succès allemands à l'exportation sont sans doute moins dus à la modération salariale ou à l'allégement des charges fiscales et sociales qu'à des facteurs de compétitivité hors prix, en particulier du fait d'un important effort d'innovation technologique. En proportion du PIB, la part relative des dépenses intérieures de recherche et développement (R&D) est ainsi passée en Allemagne de 2,19 % en 1995 à 2,64 % en 2008, alors que, dans le même temps, elle n'est passée que de 2,05 % à 2,33 % dans la moyenne des pays de l'OCDE²¹. Entre l'an

²⁰ World Economic Forum, *The Global Competitiveness Report 2010-2011*, Genève, 2010.

²¹ Source : OCDE, *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, Paris, 2010, édition 2010/1. En Allemagne, le ratio aurait même dépassé 2,8 % en 2009, selon les premières estimations du ministère fédéral en charge de l'Éducation et de

2000 et 2007, autre fait symptomatique, l'Allemagne a dépassé les États-Unis pour la part relative qu'occupent dans le PIB l'ensemble des secteurs (de l'industrie ou des services) considérés comme intensifs en R&D et en savoir²².

Sachant qu'outre-Rhin, le recul d'activité subi en 2009 a surtout concerné les secteurs exportateurs, il apparaît ainsi que les entreprises allemandes concernées étaient relativement bien préparées à affronter la crise, car elles avaient précédemment beaucoup misé sur l'innovation et profondément rationalisé leur organisation et leur processus de production. Ce constat vaut en particulier pour les PME indépendantes, le fameux *Mittelstand*, qui dans l'ensemble non seulement a abordé la crise en bonne santé financière mais a même plutôt renforcé sa situation sur ce plan pendant la crise ! Dans l'ensemble de ces entreprises, comme le montrent les enquêtes annuelles réalisées par la banque publique allemande KfW, le taux moyen de capitaux propres (part des capitaux propres dans le total de l'actif) s'est ainsi accru régulièrement ces dernières années, passant de 19,0 % en 2002 à 23,9 % en 2006 et à 26,4 % en 2009. Il apparaît en outre que ces PME allemandes ont pu, pour la plupart, dégager des bénéfices même en 2009, la pire année de la crise. La KfW met du reste en évidence l'existence d'un lien entre ces facteurs financiers et la forte implication de ces PME à l'international, sous différentes formes (import-export, filiales à l'étranger, etc.)²³.

Au fond, comme l'explique l'institut berlinois DIW, l'industrie allemande a presque vécu la période 2008-2009 comme *une simple crise conjoncturelle*, car elle s'était efforcée pendant la décennie précédente de réduire ses faiblesses structurelles²⁴. Cela explique pourquoi, malgré le recul des marges bénéficiaires que les entreprises ont subi en Allemagne pendant la phase de récession, la croissance retrouvée depuis 2010 présente un substantiel contenu en emploi.

Une embellie sur le marché de l'emploi

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des actifs employés en Allemagne n'a cessé de progresser depuis

la Recherche (Bundesministerium für Bildung und Forschung, voir le site Internet *Bmbf.de*).

²² Cf. H. Belitz *et alii*, *Wirtschaftsstrukturen, Produktivität und Außenhandel im internationalen Vergleich*, Berlin, DIW, 2010, « Studien zum deutschen Innovations-system », n° 5.

²³ Voir les versions 2008 et 2010 du *KfW-Mittelstandspanel*, sur le site Internet de la KfW, *Kfw.de*.

²⁴ Voir D. Lucke, « Deutsche Industrie kommt mit Schwung aus der Krise », *DIW-Wochenbericht*, n° 47, 24 novembre 2010, p. 13-20.

février 2010. À 40,3 millions de personnes à la fin de l'été de 2010, ce nombre avait alors pratiquement retrouvé le niveau du sommet atteint en octobre 2008, au moment de l'arrivée de la crise. Plus encore, ce chiffre représente un gain de près de 2 millions d'emplois par rapport au niveau atteint début 2005 (38,4 millions), au moment où la réforme Hartz IV a été introduite. De même, le nombre de chômeurs est tombé en octobre 2010 sous la barre des 3 millions, à son plus bas niveau depuis 18 ans, après avoir culminé à plus de 5 millions²⁵ début 2005. À l'automne 2010, le taux de chômage a ainsi reflué à environ 7,5 %, soit moins que deux ans auparavant (tableau 2), au moment où la crise financière gagnait l'Europe.

À l'automne 2010, de même, le nombre des chômeurs de longue durée (personnes au chômage depuis plus d'un an)²⁶ a chuté à quelque 800 000, soit plus de deux fois moins que le niveau qu'il atteignait encore en 2006. Au-delà des seuls chômeurs officiellement recensés, certes, il faut aussi considérer l'ensemble du sous-emploi, qui comprend certaines personnes bénéficiant de mesures de la politique de l'emploi (personnes en formation, etc.), ainsi que certaines catégories de personnes qui ont renoncé à se porter demandeuses d'emploi mais pourraient le faire dans certaines conditions. Or ce sous-emploi devrait avoir baissé en 2010 de 5,5 % – à 4,2 millions de personnes – et un recul supplémentaire de près de 9 % est attendu en 2011 – à 3,8 millions, soit le plus bas niveau depuis l'unification, il y a 20 ans²⁷.

Il est vrai qu'en Allemagne, ce recul du chômage s'explique en partie par des facteurs démographiques, car le vieillissement de la population et – depuis 2002 – son recul absolu induisent une baisse de la demande d'emploi. Au-delà, l'amélioration de l'emploi tient largement au fait que les entreprises allemandes les plus exposées à la récession de 2008-2009 ont bien moins réduit leurs effectifs employés que le temps de travail de leur personnel²⁸. La plupart des entreprises concernées ont en effet renoncé à licencier du personnel et ont préféré recourir au chômage partiel, réduire le recours aux heures supplémentaires ou débiter les comptes épargne-temps de leurs salariés.

²⁵ Cf. S. Astheimer et K. Schwenn, « Niedrigste Arbeitslosenzahl seit 18 Jahren », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 28 octobre 2010.

²⁶ Cf. « Der weite Weg zur Vollbeschäftigung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 octobre 2010.

²⁷ Cf. S. Astheimer et K. Schwenn, *op. cit.*

²⁸ En 2009, selon les « Cinq sages », le nombre d'heures travaillées par salarié a baissé en moyenne de 3,1 %.

Tableau 2. Les données clés de l'économie allemande (2006-2011)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel (taux de variation annuelle) | 3,4 | 2,7 | 1,0 | - 4,7 | 3,5 | 2,0 |
| Nombre d'heures travaillées (en milliers) | . | 56 789 | 57 450 | 55 985 | 56 913 | 57 242 |
| Actifs employés (en milliers) (1) | 39 075 | 39 724 | 40 276 | 40 271 | 40 365 | 40 595 |
| Chômeurs (en milliers) | 4 487 | 3 777 | 3 268 | 3 423 | 3 234 | 2 934 |
| Taux de chômage au sens de la BA (2) | 10,8 | 9,0 | 7,8 | 8,2 | 7,7 | 7,0 |
| Taux de chômage au sens du BIT (3) | . | 8,3 | 7,2 | 7,4 | 6,9 | 6,3 |
| Personnes au chômage partiel (en milliers) | . | 68 | 102 | 1 078 | 400 | 100 |
| Prix à la consommation (4) | 1,6 | 2,3 | 2,6 | 0,4 | 1,1 | 1,6 |
| Coûts unitaires de main-d'œuvre (5) | - 1,6 | - 0,1 | 2,4 | 5,2 | - 1,0 | 0,9 |
| Solde budgétaire (6) (en milliards d'euros) | - 37,1 | 6,3 | 2,8 | - 72,7 | - 93,6 | - 70,0 |
| Solde budgétaire (6) (en % du PIB nominal) | - 1,6 | 0,3 | 0,1 | - 3,0 | - 3,8 | - 2,7 |
| Solde du commerce extérieur (7) | 133,0 | 172,8 | 159,5 | 118,5 | 128,9 | 139,3 |
| Solde de la balance des paiements courants (7) | 150,1 | 185,1 | 167,0 | 117,3 | 127,9 | 142,3 |

(1) : sur le territoire allemand. (2) : au sens de l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit, BA), c'est-à-dire le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active civile. (3) : au sens du Bureau international du travail (BIT), c'est-à-dire le nombre de sans-emploi en pourcentage de la population active résidente. (4) : taux de variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (base 100 en 2005). (5) : revenus salariaux sur le territoire allemand par salarié, rapportés au PIB réel par actif employé (le tout en taux de variation annuelle). (6) : au sens de la comptabilité nationale. (7) : en milliards d'euros.

Source : Rapport commun d'automne du consortium d'instituts économiques mandaté par le gouvernement fédéral : Ifo (Munich), IfW (Kiel), IHS (Vienne), IWH (Halle), Kiel Economics, KOF/ETH (Zurich), RWI (Essen) et ZEW (Mannheim), achevé le 12 octobre 2010.

Un vaste phénomène de rétention de main-d'œuvre

Il faut rappeler que ces comptes épargne-temps de nombreux salariés étaient fortement créditeurs au moment de l'entrée dans la crise. Au cours des années précédentes (2006 et 2007), le rythme de croissance du PIB avait été élevé en Allemagne, au point que les entreprises allemandes – surtout dans les secteurs les plus exportateurs – se trouvaient à la limite de leurs capacités de production, peinaient à recruter et avaient en conséquence demandé à leurs salariés de travailler plus longtemps que la norme. En Allemagne, les entreprises ont ainsi pris conscience de cette rareté relative de la main-d'œuvre qualifiée et se sont organisées en conséquence, pour gérer les tensions survenant à la fois pendant les périodes de prospérité et en temps de crise.

Certes, de tels choix ont été coûteux pour les entreprises allemandes en 2009, année où la productivité du travail a dans l'ensemble baissé d'un peu plus de 2 %, alors que les coûts de main-d'œuvre nominaux progressaient d'environ 3 %, ce qui a entraîné une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre de plus de cinq points de pourcentage (tableau 2). Les entreprises allemandes ont cependant compris qu'il leur est plus avantageux de payer ce prix que se retrouver incapables de répondre à la demande, une fois la reprise revenue.

En somme, comme le souligne le dernier rapport annuel des « Cinq sages », la situation singulière qui caractérise actuellement le marché de l'emploi en Allemagne ne relève nullement d'un quelconque « miracle » et renvoie surtout à un vaste phénomène de rétention de main-d'œuvre, essentiellement dans les secteurs exportateurs, qui emploient une très forte proportion de personnel qualifié, et qui ont été les plus exposés à la crise de 2008-2009.

Cela constitue l'autre face d'un marché du travail qui est en général vilipendé pour le niveau élevé de ses salaires et son manque de souplesse, notamment du fait de dispositions limitant les possibilités de licenciement. Et pourtant, c'est bien cette sorte d'inflexibilité qui a permis à l'Allemagne d'empêcher une importante montée du chômage en 2009, comme le concède le libéral World Economic Forum²⁹.

Enfin, si l'on en croit les « Cinq sages », l'embellie actuelle résulte non seulement de la politique de modération salariale suivie ces dernières années mais aussi de la baisse de l'impôt sur les sociétés entrée en vigueur deux ans auparavant (en 2008).

²⁹ Ce point est notamment souligné dans World Economic Forum, *op. cit.*, p. 23.

Une politique économique efficace

Le rôle de la politique gouvernementale, qui a su retrouver des marges de manœuvre, ne saurait en effet être oublié. Le débat consiste à déterminer si la situation actuelle doit être mise au crédit de la coalition entre les chrétiens-démocrates et les libéraux au pouvoir depuis septembre 2009 ou de la « grande coalition » entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates (2005-2009), voire de la coalition « rouge-verte » (1998-2005).

Quels mérites respectifs pour le gouvernement fédéral actuel et ses prédécesseurs ?

L'actuel gouvernement dirigé par Angela Merkel a eu le mérite de prolonger d'un an, au printemps 2010, le système de l'indemnisation de chômage partiel revalorisée, qui a largement contribué à endiguer la montée du chômage en Allemagne. Cela étant, ce dispositif exceptionnel a été décidé par le gouvernement précédent, pendant l'hiver 2008-2009 : durée maximale légale du chômage partiel portée de 12 à 18 mois et prise en charge par l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesagentur für Arbeit, BA) d'au moins la moitié des cotisations sociales des salariés concernés, pour un coût total de 4,6 milliards d'euros en 2009 (après seulement 110 millions en 2008). Il est vrai qu'en moyenne annuelle, le nombre de personnes au chômage partiel est passé outre-Rhin d'environ 100 000 en 2008 à plus d'1 million de personnes en 2009 et près de 400 000 en 2010 (tableau 2).

Comme le souligne le dernier rapport annuel du Conseil des experts économiques, la récente embellie de l'économie allemande s'explique en partie par les deux plans de relance successifs³⁰ lancés depuis la fin 2008, qui ont exercé un effet globalement bénéfique, en

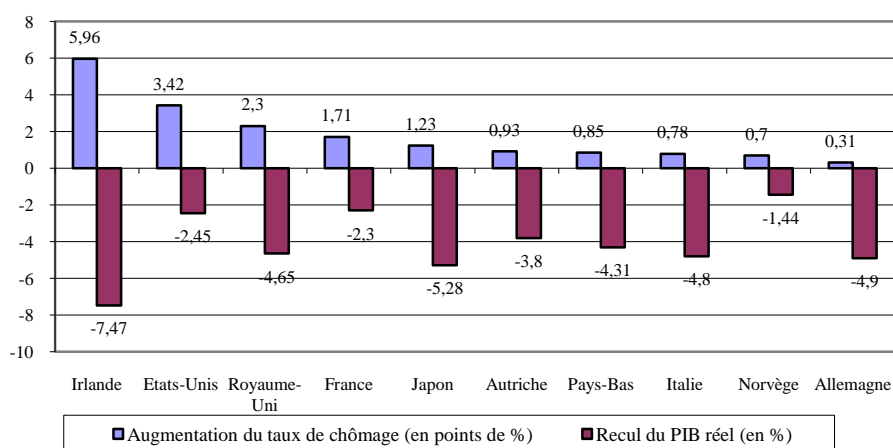
³⁰ En Allemagne, l'effet des mesures de relance a représenté près d'un point de PIB en 2010. Il s'agit pour l'essentiel du second plan de relance (*Konjunkturpaket II*), un des plus importants au sein de la zone euro ; décidé et lancé assez tardivement, début 2009, ses effets se sont fait sentir pour l'essentiel à partir de la fin de l'année 2009. Cf. S. Dullien, « Merkels ungeliebter Aufschwung », *Der Spiegel*, 26 août 2010.

freinant les tendances dépressives induites par la crise, même si la politique budgétaire de Berlin est passée par une phase quelque peu erratique, avant de retrouver un cap plus lisible et à même de susciter la confiance. Les « Cinq sages » n'en soulignent pas moins que le gouvernement fédéral actuel récolte aussi en grande partie les fruits des réformes menées par ses prédécesseurs, surtout depuis le milieu de la décennie 2000 :

- réformes du marché de l'emploi avec notamment la réforme des indemnités-chômage en 2005 (*Arbeitslosengeld II*), via les mesures dites Hartz IV ;
- allègement de la fiscalité des sociétés en 2008 ;
- mécanisme constitutionnel de « frein à la dette » créé début 2009 – à la fin de la précédente législature –, entrant en vigueur en 2011 et coïncidant avec la fin des mesures de relance et l'entrée dans une phase de consolidation budgétaire jugée d'autant plus crédible.

Au total, en tout cas, le très fort recul du PIB enregistré en Allemagne en 2009 n'y a donné lieu qu'à une très faible augmentation du taux de chômage (moins de 0,4 point de pourcentage), ce qui donne à penser que la crise a été bien gérée, outre-Rhin, par les différents acteurs concernés, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des partenaires sociaux (graphique 2). Ces derniers ont clairement eu pour priorité de défendre l'emploi.

Graphique 2. Le degré de résilience du marché de l'emploi face à la crise en 2009, dans différents pays de l'OCDE



Source : données de l'OCDE ; *IW-Informationsdienst*, n° 31, 5 août 2010, p. 5.

Politique budgétaire : la perspective crédible d'une remise en ordre assez rapide

Si la politique budgétaire allemande a adopté un cours expansionniste durant la phase la plus aiguë de la crise (de fin 2008 à début 2010), sous la forme de mesures de relance (prime à la casse concernant le secteur de l'automobile, soutien au secteur bancaire, etc.), elle s'est déjà orientée résolument vers une phase restrictive dans la période qui suit. Le mouvement de consolidation ainsi engagé, qui doit représenter près de 0,7 % du PIB en 2011 (en variation par rapport à 2010), permettra un net recul du déficit budgétaire structurel (hors effets conjoncturels et opérations exceptionnelles). Selon le pronostic des principaux instituts de conjoncture, le total du déficit budgétaire au sens de Maastricht reviendra de - 3,8 % en 2010 à - 2,7 % en 2011 (tableau 2). Il n'aura ainsi franchi que modérément et transitoirement la fameuse barre des 3 %, l'espace d'une seule année (2010), se bornant à la frôler en 2009, alors même que le pays subissait sa plus sévère récession de l'après-guerre. Tel est sans doute l'un des principaux mérites des pouvoirs publics allemands : avoir su mener une vraie politique budgétaire contracyclique. En effet, leur marge de manœuvre pour lancer des mesures de relance au plus fort de la crise n'aurait pas existé s'ils n'avaient mis de l'ordre dans les comptes publics dans la précédente période d'expansion, au point de les avoir ramenés à l'équilibre en 2006-2007.

Au-delà de la seule année 2011, le mécanisme de « frein à la dette » déjà évoqué a conduit l'actuel gouvernement à décider une série de mesures restrictives : réduction des dépenses de personnel, d'investissement et de transferts, relèvement d'impôts et consolidation dans le domaine de l'assurance-maladie (hausse des cotisations, moindres remboursements de médicaments, etc.). Par ce biais notamment, la crédibilité retrouvée de la politique budgétaire allemande a permis de rendre attractifs les emprunts d'État émis par Berlin et, *ipso facto*, de maintenir les taux d'intérêt (à long terme) à un niveau historiquement bas³¹.

³¹ Cf. SVR, *op. cit.*

La persistance de quelques zones d'ombre

Malgré tout, une série d'éléments plus négatifs ou de facteurs d'incertitude jettent une ombre sur ce tableau d'ensemble de l'économie allemande, en particulier concernant l'environnement international, le système bancaire et les questions démographiques.

L'incertitude de l'évolution de l'environnement international

De sérieuses menaces planent tout d'abord sur l'évolution de l'environnement international, comme il est souligné tant dans le rapport commun d'automne des instituts de conjoncture que dans le rapport annuel des « Cinq sages ». Ces risques considérables sont liés au fait que la crise économique et financière tarde à être pleinement surmontée dans un grand nombre des pays qui – notamment en Europe et aux États-Unis – constituent les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne. Il existe même une probabilité non négligeable que les États-Unis retombent prochainement dans la récession. Quant aux pays de la zone euro, ils pourraient souffrir d'une poursuite de l'appréciation de l'euro, notamment par rapport au dollar. Il faut rappeler qu'en 2009, les exportations allemandes se sont dirigées à plus de 43 % vers les autres pays de la zone euro et à moins de 6 % vers la Chine. Même ce dernier pays semble en proie à des risques de « surchauffe » économique et il pourrait notamment pâtir d'une sévère correction sur son marché immobilier. Pour toutes ces raisons, l'économie allemande pourrait prochainement voir ses exportations rechuter.

Des banques relativement sous-capitalisées et exposées à la dette souveraine

Autre motif de préoccupation : le système bancaire allemand présente des failles assez sérieuses, que la crise financière a révélées au grand jour. Visant à mesurer la capacité de résistance des banques en Europe face à l'éventualité d'une nouvelle crise, les tests

de résistance (*stress tests*) publiés en juillet 2010 ont montré que, dans l'ensemble, les banques sont plus fragiles en Allemagne que dans la plupart des autres pays de l'UE. La banque munichoise Hypo Real Estate (HRE), nationalisée en 2009, a fait partie des sept instituts bancaires européens qui ont « échoué » au test, et deux autres banques (la NordLB et la Postbank) ne l'ont passé que de justesse. Qui plus est, de nombreux experts ont émis de sérieux doutes quant à la validité de ces tests, qui ont été réalisés sous la seule responsabilité des autorités nationales respectives et non d'une manière harmonisée et pleinement comparable. Cela semble en particulier avoir permis à six des banques allemandes testées de ne pas détailler le montant de leurs avoirs en dette souveraine³². Or les banques allemandes semblent être parmi les plus exposées sur ce plan, vis-à-vis de pays tels que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande. Si les pouvoirs publics allemands sont réticents – pour des raisons compréhensibles – à renflouer certains de ces pays, ils sont aussi conscients que ne pas prêter assistance à ces pays pourrait fragiliser encore davantage les banques allemandes. Au fond, celles-ci souffrent d'un relatif degré de sous-capitalisation, surtout dans le cas des caisses d'épargne et des banques régionales (*Landesbanken*)³³. L'une de ces dernières, la WestLB, peine actuellement à trouver un repreneur et risque d'être démantelée d'ici fin 2011.

Des problèmes persistants sur le marché de l'emploi ou en matière démographique

Le retour de la croissance est loin d'avoir réglé tous les problèmes sociaux accumulés ces dernières années en rapport avec l'évolution des revenus et du marché de l'emploi. Il s'agit en particulier des disparités de revenu, qui se sont accrues au cours du dernier quart de siècle, tant pour les revenus primaires que pour le revenu disponible, c'est-à-dire compte tenu des prélèvements obligatoires et des transferts sociaux³⁴. Les formes d'emploi atypiques ou précaires (travail intérimaire, emplois à durée déterminée et emplois faiblement rémunérés), qui se sont beaucoup développées au cours des années 2006-2008, ont cependant diminué en 2009, tandis que les emplois normaux (à plein-temps et à durée illimitée) ont progressé.

Malgré ce type d'amélioration, il est bien trop tôt pour parler d'un retour au plein-emploi. Selon le président du directoire de la BA,

³² Cf. « German Regulators Brush Off Stress Test Concerns », *Reuters*, 26 juillet 2010.

³³ Cf. C. Kade et T. Bartz, « Zu dünne Kapitaldecke », *Financial Times Deutschland*, 9 septembre 2010.

³⁴ Cf. R. Lallement, *op. cit.*, ainsi que B. Rürup, *op. cit.*

Frank-Jürgen Weise, un taux de chômage entre 3 % et 4 % n'est pas envisageable en Allemagne³⁵ avant l'an 2020. De son côté, l'Institut de recherche sur le marché du travail et les métiers (Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung, IAB) calcule cependant qu'en pourcentage de la population active, le sous-emploi au sens large est déjà revenu de 12,8 % en 2005 à 10,9 % en 2010 et devrait chuter à 8,8 % en 2015, puis à 6,1 % en 2020 et à 3,4 % en 2025. Certes, une telle évolution est facilitée par le fait que, selon cette prévision, la population active (c'est-à-dire l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail) se réduira dans ce pays de près d'1,8 million de personnes de 2010 à 2020 et d'encore 1,8 million de personnes³⁶ de 2020 à 2025. Les projections officielles (scénario moyen) annoncent que le total de la population en Allemagne se réduira d'environ 4,8 millions de personnes d'ici 2030 et de 13,3 millions d'ici 2050, date à laquelle la population totale de la France (environ 70 millions d'habitants) dépasserait légèrement celle de l'Allemagne³⁷. Autant dire qu'à terme, le principal péril qui menace le marché de l'emploi allemand est sans doute le manque de personnel qualifié. Sachant que 40 % des femmes à temps partiel souhaiteraient travailler plus longtemps, ce problème pourrait être en partie surmonté, si les femmes en question recevaient une formation complémentaire et/ou si étaient accrues les capacités d'accueil d'enfants en bas âge³⁸. Compte tenu du vieillissement accéléré de la population, il faudra également accroître le taux d'activité des plus de 60 ans, et sans doute aussi recourir davantage à l'immigration.

Malgré tout, et quelle qu'en soit l'ampleur, le recul prévisible de la population en Allemagne y limitera sans doute fortement le potentiel de croissance à long terme. Selon l'étude de prospective menée par l'institut suisse Prognos, concernant les perspectives de l'économie allemande d'ici 2035, ce pays doit s'attendre à voir son PIB ne croître qu'au rythme moyen d'1 % par an à cet horizon, ce qui permettrait au PIB par habitant de progresser d'1,2 % par an, compte tenu de la décreue démographique³⁹.

³⁵ Cf. « Der weite Weg zur Vollbeschäftigung », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 octobre 2010.

³⁶ Cf. J. Fuchs et G. Zika, « Demografie gibt die Richtung vor », *IAB Kurzbericht*, n° 12, juin 2010.

³⁷ Cf. R. Klingholz et S. Sievert, *Ungleiche Nachbarn*, Berlin, Institut für Bevölkerung und Entwicklung, septembre 2009, « Discussion Paper », n° 2.

³⁸ Cf. S. Astheimer et K. Schwenn, *op. cit.*

³⁹ Cf. Prognos, *Deutschland Report 2035*, Bâle, juillet 2010.

Conclusion

L'économie allemande aura fait preuve d'un étonnant degré de résilience face à la crise. Si elle a subi de plein fouet le choc de 2009, avec un PIB en recul de 4,7 % en volume, elle a démontré depuis lors une surprenante capacité de rebond. Certes, la crise aura laissé des traces profondes dans certains domaines, en particulier dans celui de la banque. Tous secteurs confondus, le rebond de 2010-2011 devrait malgré tout avoir intégralement compensé le recul subi en 2008-2009. Il témoigne pour une grande part de la forte capacité des entreprises allemandes à capter la demande des pays émergents. Cela dit, le régime de croissance de l'économie allemande est en train de se réorienter partiellement au bénéfice de la demande intérieure, pour une part grâce à des augmentations salariales beaucoup plus substantielles qu'au cours des 15 années précédentes.

Ayant de ce fait retrouvé un rôle de moteur, voire de locomotive conjoncturelle en Europe, l'économie allemande – singulièrement dans l'industrie – bénéficie pleinement d'une forte position compétitive et ce, non seulement sur le plan des coûts mais aussi pour les facteurs hors coûts. Elle touche ainsi les dividendes des efforts que les entreprises allemandes de toute taille ont consacrés pendant des années à la fois à innover et à rationaliser l'outil de production. En témoigne la bonne santé du marché de l'emploi depuis le début de 2010, au point que le retour au plein-emploi semble en voie d'être atteint à la fin de la décennie.

Dans ces conditions, l'Allemagne a une nouvelle fois fait la preuve de la grande valeur et de la robustesse de son modèle socio-économique, qui combine un fort degré de compétitivité internationale et une relative rigidité du marché de l'emploi, tout du moins en apparence. En tout cas, l'ajustement rendu nécessaire par la crise s'est opéré en Allemagne beaucoup plus sur le plan de la production que sur celui de l'emploi, contrairement à ce qui s'est passé dans bien des pays comparables. En fait, cette rigidité du marché de l'emploi est en trompe-l'œil outre-Rhin, car si les entreprises allemandes les plus exposées à la crise n'ont guère ajusté à la baisse leurs effectifs employés, elles ont en revanche réduit fortement le temps de travail de ces derniers, en jouant sur le chômage partiel, les heures supplémentaires et les comptes épargne-temps. Cette forme intelligente de flexibilité souligne aussi combien ce modèle repose fondamentalement sur l'entretien patient de ressources humaines qualifiées et motivées – notamment dans l'industrie –, à la différence de pays où

les moteurs de croissance, ces dernières années, ont reposé bien davantage sur les secteurs de la finance (cas du Royaume-Uni), du bâtiment-travaux publics (cas de l'Espagne) ou sur l'attraction d'investisseurs étrangers par le biais d'une fiscalité alléchante (cas de l'Irlande).

En Allemagne, cette situation est favorisée par une politique intelligente et responsable en matière de budgets publics, qui assure la relative « soutenabilité » du modèle, à la fois en redonnant des marges de manœuvre pour des politiques de relance en période de crise et en rassurant les marchés financiers et les citoyens quant à la maîtrise des déficits publics. En somme, le vrai problème de l'économie allemande est bien moins le risque de séquelles issues de la dernière phase de récession que la perspective d'un considérable déclin démographique, surtout à partir de 2020. Cette difficulté pourra être compensée par une hausse du taux d'activité et par un recours accru à l'immigration, mais en partie seulement. « Il n'est de richesses que d'hommes » : ce mot célèbre de Jean Bodin (1529-1596) garde toute sa pertinence. Il montre aussi les limites d'une Allemagne en pleine euphorie conjoncturelle mais dont les perspectives économiques sont en grande partie obscurcies par la faible natalité de sa population.

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

M. Sauer, L'intégration des immigrés d'origine turque en Allemagne, « Note du Cerfa », n° 79, novembre 2010.

T. Wetzling, L'Allemagne et le contrôle parlementaire des services de renseignement, « Note du Cerfa », n° 78, octobre 2010.

R. Schmucker, Le financement de la politique de santé de l'Allemagne : enjeux et perspectives, « Note du Cerfa », n° 77, août 2010.

P. Kauffmann et H. Uterwedde, La France et l'Allemagne face à la crise de l'euro : à la recherche de la convergence perdue, « Visions franco-allemandes », n° 17, juillet 2010.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur et responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Katharina Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».